

2007

Activité du Tribunal de commerce de Paris et du Greffe

Les chiffres de cette extraction retracent l'activité du Tribunal de commerce de Paris et du Greffe en 2007. Ils témoignent aussi de la contribution du Tribunal et du Greffe à l'économie parisienne et nationale.

En 2007, le Tribunal de commerce de Paris a rendu **84 868 décisions** qui se répartissent comme suit :

Jugements rendus au fond	36 675
Ordonnances de référés	5 383
Ordonnances de juges-commissaires	10 889
Ordonnances d'injonctions de payer	10 781
Jugements d'ouverture de procédures collectives	3 642
Autres jugements rendus en matière de procédures collectives (1)	9 593
Ordonnances sur requêtes	7 905
Total	84 868

NB : Durée moyenne d'une procédure « au fond » : 1,9 mois

Le greffe a traité **139 600 formalités légales** au Registre du commerce et des sociétés, relatives aux **330 440 entreprises en activité** à Paris. Le greffe a également enregistré près de **88 000 inscriptions** de privilèges, nantissements et publicités diverses.

Dépôt de comptes annuels : **107 625 en 2007**, à comparer avec **101 807 en 2006**, soit +6%.

Les juges de la commission de la Prévention-détection ont entendu **2 343 dirigeants d'entreprises** en difficulté.

Les juges du Tribunal de commerce de Paris, les avocats et les professionnels du droit peuvent consulter l'historique de leurs affaires, télécharger des copies de décisions, accéder au calendrier et à la liste des audiences, ainsi qu'à d'autres e-services **sur le site www.greffe-tc-paris.fr**.

(1) Jugements de clôture de procédure collective, plans de cession, plans de continuation, périodes d'observation, etc.

Les chiffres significatifs des trois dernières années

LES DÉCISIONS RENDUES PAR LE TRIBUNAL (HORS JUGEMENTS DE PROCÉDURES COLLECTIVES)

2005	2006	2007
79 998	76 511	60 774

LES FORMALITÉS LÉGALES AU REGISTRE DU COMMERCE (RCS)

2005	2006	2007
130 981	133 043	139 612

L'activité de la juridiction en 2007

Nbre d'affaires restant à juger au début de l'année	7 339
Nbre d'affaires introduites pendant l'année (1)	34 801
Nbre d'affaires jugées pendant l'année	36 675
Reste à juger en fin d'année	5 465

Procédures collectives

JUGEMENTS D'OUVERTURE DE PROCÉDURES COLLECTIVES

	2005	2006	2007
Redressements judiciaires	438	349	289
Liquidations judiciaires	4 021	2 988	3 344
Sauvegardes	-	27	9
Total	4 459	3 364	3 642

MONTANT DU PASSIF DÉCLARÉ ET EMPLOIS CONCERNÉS

	2005	2006	2007
Montant du passif cumulé (2)	959 936	821 751	770 669
Emplois concernés (3)	9 556	11 612	7 119

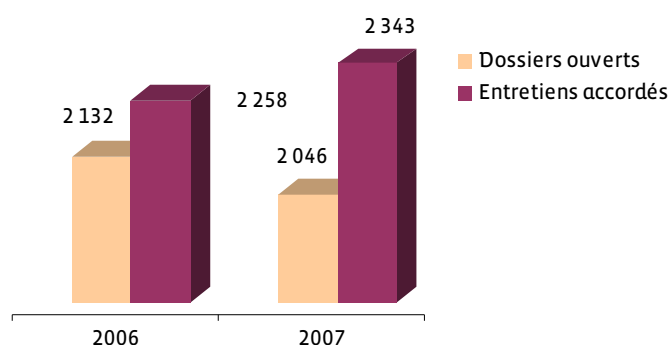
(1) Affaires contentieuses et en chambre du conseil

(2) Montant du passif cumulé (en milliers €) indiqué dans les Déclarations de Cessation des Paiements (DCP)

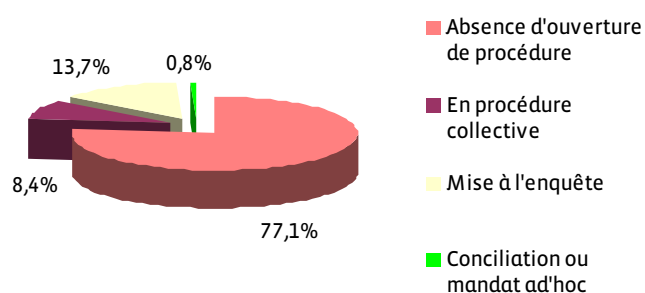
(3) Emplois déclarés dans les DCP.

Prévention des difficultés des entreprises

ACTIVITÉ DE LA PRÉVENTION



SUITES DES AFFAIRES VENUES EN PRÉVENTION-DÉTECTION



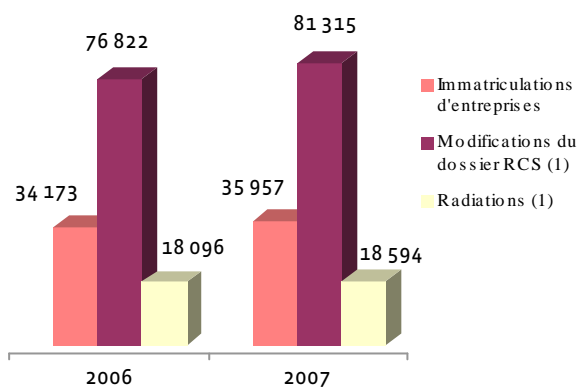
CONCILIATIONS ET MANDATS AD'HOC SUR REQUÊTE, ALERTES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<i>Règlements amiables, conciliations, mandats ad'hoc sur requête</i>	2005	2006	2007
Désignation mandataires ad'hoc	83	79	62
Désignation conciliateurs	16	81	83
<i>Alertes par les commissaires aux comptes (1)</i>	217	219	194

(1) Selon les termes de la loi du 10 juin 1994

Données économiques du Registre du commerce et des sociétés (RCS)

330 441 ENTREPRISES EN ACTIVITÉ À PARIS EN 2007

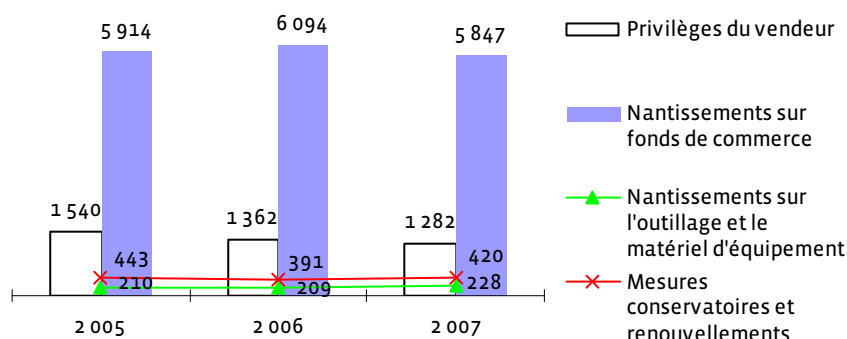


En 2007, 22517 entreprises commerciales se sont immatriculées après création d'un fonds de commerce.

1 758 se sont immatriculées après acquisition d'un fonds de commerce

Inscriptions de privilèges et de nantissements

INSCRIPTIONS DE PRIVILÈGES SPÉCIAUX



INSCRIPTIONS DE PRIVILÈGES GÉNÉRAUX ET AUTRES INSCRIPTIONS

	2005	2006	2007
Privilège du Trésor public	18 223	18 609	26 608
Privilège de la Sécurité Sociale	19 214	22 158	23 593
Crédit bail	28 795	30 248	26 780
Protêts, chèques, lettres de change	244	99	56
Autres inscriptions	2 974	2 638	3 340

(1) Radiations et modifications sur déclaration du chef d'entreprise et portées d'office par le greffier.
A noter : 3 746 autres mentions d'office ont été portées au RCS sans modification.